

M. Forrestall: C'est votre problème à vous.

L'hon. M. Macdonald: Il préconise la dépense de millions de dollars de plus pour renforcer le commandement maritime. Mais il ne donne pas ses raisons. On soupçonne qu'elles ne sont peut-être pas étrangères au fait qu'un grand nombre de ses électeurs habitent la zone de ce commandement. Cela aurait peut-être été une bonne tactique, mais aucune politique ne se dégageait de ses propos. Il a proposé qu'on dépense des millions de dollars dans différents domaines de la défense sans affronter la question grave qui se pose au niveau politique—quelle partie d'un budget national on doit consacrer à la défense et quelle partie à d'autres besoins. J'en suis donc à me demander s'il préconisait une augmentation d'impôts, une réduction d'autres programmes non précisés, ou toute autre solution. D'où proviendront les fonds nécessaires pour pratiquement doubler, comme il le propose, nos dépenses pour la défense?

Le député a parlé d'un budget de défense de près de 2 milliards de dollars comme étant un montant insignifiant. A mon avis, cela me semble un montant bien considérable à fournir. Je ne peux vraiment pas souscrire à la position qu'il a adoptée. Cela m'aurait vraiment intéressé d'entendre ce qu'aurait à dire le député au sujet des priorités auxquelles on doit consacrer d'autres montants supplémentaires et de la manière d'y pourvoir.

M. Forrestall: Nous voudrions savoir ce que vous avez à dire.

L'hon. M. Macdonald: Le député dit que lui-même et ses amis voudraient savoir ce que j'ai à dire. Nous avons annoncé nos priorités dans notre exposé du 3 avril 1969. Je rappelle encore une fois au député que les forces armées canadiennes doivent en priorité assurer la protection de notre souveraineté et le maintien de la sécurité intérieure. Ce sont là, en effet, les priorités indiquées par le député de Greenwood dans son intervention.

• (3.00 p.m.)

A un moment donné, on a cru longtemps, même parmi les membres de l'opposition officielle, que ce rôle ne devait pas avoir la haute priorité dans la politique de défense du Canada. Nous parlons de protéger notre territoire, d'entretenir une surveillance et un contrôle de ce territoire, de veiller à notre sécurité intérieure et cela, en nous en chargeant nous-mêmes. Si ne nous en chargeons pas nous-mêmes, nous ne pouvons demander à personne de le faire à notre place. Ce rôle doit donc être prioritaire et tout État devrait prévoir sa politique de défense sur cette base.

J'ai trouvé que l'intervention du député de Greenwood était utile en ce sens qu'il s'est mis en devoir d'énoncer une série de priorités. Je suis tout à fait d'accord avec lui quant aux deux premières dont il a fait état et qui sont, je le répète, la préservation de l'ordre sur le plan intérieur et la défense de la souveraineté canadienne. Dans une large mesure, je partage aussi ses vues quant à la troisième priorité, à savoir notre contribution au maintien de l'ordre international, bien qu'à cet égard, je sois

en désaccord avec lui sur certains points. Il me semble que, dans son intervention, il a rejeté l'idée que le Canada était toujours à même de jouer un rôle en matière de dissuasion dans le but d'assurer un équilibre nucléaire durable. De toute évidence, nous ne sommes pas d'accord avec lui sur ce point, bien que nous partageons son point de vue fondamental, à savoir que le meilleur moyen d'assurer la défense du Canada est, en dernier ressort, de contribuer efficacement au maintien de l'ordre international.

Le député de Calgary-Centre (M. Harkness), qui a parlé juste avant moi, nous a magistralement récapitulé la guerre froide des années 50. Pour l'essentiel, son intervention se résumait à cette question: Qui donc estime que l'Ouest ait à gagner quoi que ce soit dans l'ouverture de négociations avec l'URSS? Eh bien, M. Richard Nixon est de cet avis. Et Willy Brandt aussi. Et à l'OTAN on pense de même. Mais il semblerait que le député de Calgary-Centre ne soit pas de cet avis, et il y a tout lieu de penser qu'à cet égard, il parle au nom de son parti. J'aimerais rappeler à l'honorable représentant et à ses collègues un mot prononcé par sir Winston Churchill, soit qu'en matière de sécurité internationale, il vaut beaucoup mieux parler, parler toujours, que d'avoir la guerre.

L'hon. M. Harkness: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Le député de Calgary-Centre (M. Harkness) voudrait invoquer le Règlement.

L'hon. M. Harkness: Monsieur l'Orateur, je m'inscris en faux; le ministre de la Défense nationale (M. Macdonald) me prête des propos que je n'ai pas tenu. D'abord, j'ai dit que chercher à maintenir la paix, à accroître les échanges commerciaux et à traiter des autres questions que renferme le préambule du protocole déposé hier, est une chose sur laquelle tous peuvent être d'accord, et je suis d'accord aussi.

L'hon. M. Macdonald: Monsieur l'Orateur, l'honorable représentant peut interpréter son discours comme il lui plaît, mais le fait est...

L'hon. M. Harkness: Mon discours figurera au compte rendu officiel.

L'hon. M. Macdonald: C'est possible, mais il a désapprouvé en réalité la tenue de négociations, bilatérales ou autres, avec l'Union soviétique. Le hansard établira que c'est bien ce qu'il a dit, malgré ce qu'il peut dire maintenant. L'honorable représentant a demandé: Qui pense que l'Ouest a quelque chose à gagner dans ces négociations? Je lui répète que M. Richard Nixon le pense. Pour revenir au discours que l'honorable représentant prononçait en 1950, on se souviendra que M. Richard Nixon n'était pas précisément à cette époque un ardent gauchiste. Au cours de ces négociations les États-Unis ont hâté les entretiens sur la limitation des armes stratégiques. Toutefois, l'honorable représentant semble désapprouver les progrès dans ce domaine, bien que ces entretiens me semblent avantageux pour nous tous.